

RFA : la décision parlementaire assistée par ordinateur (DPAO)

PAR ULRICH BRIEFS

TRADUCTION D'ERIC BRAINE

Depuis 1986, le Bundestag (Parlement d'Allemagne fédérale) expérimente à Bonn un système informatisé appelé "Parlakomm". Il s'agit d'un réseau local fondé sur des technologies RNIS (réseau numérique intégration de services) mettant en relation traitement, stockage de l'information et fonctions de télécommunication. L'auteur, député vert européen, analyse les influences de ce système sur la politique allemande et la manière de la pratiquer.

Pour l'instant, le système *Parlakomm* est connecté aux fonctions de traitement de l'information de chaque parlementaire situées dans leurs bureaux, dans leurs circonscriptions.

L'objectif est de mettre en place un serveur d'informations départementales intégrant : les bureaux d'environ 500 députés au Bundestag ; les bureaux des 4 partis politiques actuellement représentés au Bundestag ; l'administration du Bundestag ; les bureaux des parlementaires dans leurs circonscriptions.

Une affaire juteuse pour les constructeurs

Le système a été conçu comme un système ouvert : il doit permettre l'accès à toutes les sources d'informations publiques et privées actuellement existantes ou en projet, qu'il s'agisse de bases de données administratives et statistiques ou de systèmes de recherche d'information (en particulier réseaux à valeur ajoutée qui ont pris en RFA une importance particulière depuis que les PTT ont été dérégulés).

Hormis les promesses des vendeurs

de sociétés de services, il n'y a pas, jusqu'à aujourd'hui d'idées ou d'informations précises sur la manière dont on pourra relier *Parlakomm* à d'autres systèmes : bases de connaissances, assistance à la décision ou systèmes experts... Mais ce type de possibilité existe.

En 1989, plus de 46 millions de DM ont été dépensés, au lieu des 32 millions de DM initialement prévus, pour étendre le système *Parlakomm* à 150 députés supplémentaires. Avec un investissement de 76 000 DM par bureau, on a pu offrir aux parlementaires des services comme du traitement de texte ou des fonctions de bureautique (tenue d'agenda ou gestion de carnets d'adresses).

Parlakomm s'est révélé être le support d'activités promotionnelles et de marketing pour les constructeurs d'ordinateurs et les sociétés de logiciels. Les services commerciaux des différentes firmes ont d'ailleurs mené les négociations sur les installations de matériels et de logiciels avec chaque député. Du fait de la forte subvention du gouvernement fédéral aux technologies d'information et de communication (TIC) et leurs applications, l'opinion de chaque député

sur le système *Parlakomm* avait valeur de test. Ainsi dans la lignée de la tradition allemande de télécommunications, une importance particulière était accordée à l'aspect "Réseaux et communications" de l'expérience. Dans le contexte du projet visant à la dérégulation des PTT, à l'ouverture du marché de l'information et de la communication aux compétiteurs étrangers, le système *Parlakomm* s'est donc transformé en champ de manœuvre pour l'expérimentation des politiques relatives à ces technologies au niveau fédéral.

Le refus des "Verts"

Les réactions des députés ont été assez contradictoires. Les partis de l'établissement et beaucoup de parlementaires de ces partis se déclarèrent immédiatement et totalement "intéressés" et s'engagèrent rapidement dans l'opération. La partie la plus jeune et la plus restreinte du Bundestag : le parti Vert, (grünen) refusa de coopérer et de participer. Dès le début, il semblait clair que cette expérience devait conduire à l'introduction du système d'information





correspondant. Il ne s'agissait pas donc seulement d'une mise à l'essai...

Le parti des "grünen" ne connecta donc pas ses bureaux pour des raisons politiques : il critique l'usage des technologies à des fins de contrôle social généralisé et porte une attention particulière aux violations de l'intimité par le traitement de données nominatives. Deux volumineuses études furent confiées à des experts indépendants qui suggérèrent des alternatives. Néanmoins, après l'élection début 1987 d'un groupe parlementaire plus nombreux et composé différemment, s'exprima au sein des verts une tendance croissante pour s'engager dans le fonctionnement de *Parlakomm*. Après tout, la majorité des parlementaires extérieurs aux verts l'ayant utilisé, déclaraient que cela n'avait pas changé leur pratique.

Il est vrai que jusqu'à maintenant, *Parlakomm* n'a eu aucune influence sur la décision politique au sein ou à l'extérieur du Bundestag. Il est strictement comparable aux autres systèmes d'informations, extérieurs à la sphère politique qui contribuent à la rationalisation et à une efficacité croissante des processus

administratifs. Cet effet a été aussi ressenti dans les instances politiques.

Ça ne change pas la politique

A travers *Parlakomm*, nous avons renoncé à l'idée que ces systèmes informatisés, quelles que soient leur étendue et leur degré de sophistication, puissent jouer un rôle important dans les processus de décision politique pris dans leur sens commun habituel. Ceux-ci posent des problèmes subtils, reposant très largement sur un ensemble de phénomènes évolutifs, multidimensionnels et pour partie difficiles à saisir, parce que liés au conflit, jouant sur des nuances sémantiques, sur le développement de voies nouvelles (même si parfois elles sont en réalité des voies anciennes) et cherchant de nouvelles combinaisons de forces.

Les données, les séries temporelles, ou les autres évidences factuelles, jouent un rôle important. Mais l'activité politique spécifique commence bien en deçà des données, de l'information. La politique est une question de rapport de forces, d'intérêts, et dans un certain sens, de solutions créatives (même si on est souvent surpris par le résultat très pauvre

de la pratique politique). Les processus imaginatifs et associatifs jouent par conséquent un rôle prédominant.

La politique est trop complexe !

En politique il est souvent question de "facteurs subjectifs" : si on entre dans le domaine du traitement et de la manipulation de l'information, c'est en jouant avec la signification, avec le sens caché, l'ombre des mots ; c'est en manipulant les aspects contradictoires de chaque terme de chaque phrase ; en utilisant les différents sens des expressions spécifiques aux différents groupes sociaux, culturels, éthiques, ou de sexe. Tout ceci ne peut que de manière très incomplète et très insuffisante être relié avec de soi-disantes "données objectives" et autres productions contingentes des systèmes informatisés.

L'information informatisée est directe, numérique, non complexe, cohérente, ce qui la rend valable dans des contextes précis, bien définis et dans les structures et opérations en relevant. La politique est plus complexe et n'a pas ces propriétés simples ; même si dans le domaine des activités administratives ou de l'"infrastructure" de la politique les systèmes informatisés peuvent avoir, sous certaines conditions une très grande utilité. Ils permettent notamment de gagner du temps en accélérant les processus administratifs, ils peuvent aussi contribuer à mieux informer les processus politiques. La valeur de cette information reste bien sûr dépendante du contexte et de la signification attribuée aux mots et aux phrases, car la politique se meut depuis des siècles dans un univers façonné par l'imagination et la créativité humaine.

Parlakomm peut donc se résumer par :

- la constitution d'un système d'informations de base rationnel et aussi riche et multidimensionnel que possible, permettant d'augmenter l'efficacité de l'administratif et du politique.

- l'utilisation du temps ainsi économisé pour développer une décision politique et une évaluation aussi complètes que possibles.

D'autres objectifs de la D.P.A.O. (décision parlementaire assistée par ordinateurs), seront peut-être atteints si se développent des relations et communications interpersonnelles entre les individus membres des organisations et tous ceux qui sont concernés par les décisions politiques : surtout les gens à la base des différentes organisations et associations.